



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/44/672*

S/20914*

1er novembre 1989

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-quatrième session
Points 28 et 36 de l'ordre du jour
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT
SUD-AFRICAIN
QUESTION DE NAMIBIE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-quatrième année

Lettre datée du 23 octobre 1989, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le
texte de la Déclaration de Kuala Lumpur sur l'Afrique australe, qui a été adopté le
21 octobre 1989 par la Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth
(voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et
son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 28 et 36 de
l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) RAZALI Ismail

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

ANNEXE

La Déclaration de Kuala Lumpur sur l'Afrique australe :
la voie à suivre

Afrique du Sud

1. Les chefs de gouvernement ont continué à considérer que le système d'apartheid en Afrique du Sud constituait un grave défi aux valeurs et principes du Commonwealth et ont réaffirmé que son éradication totale restait leur responsabilité à tous et leur but commun.
2. Les chefs de gouvernement ont examiné la situation en Afrique du Sud compte tenu de la possibilité que l'approche suivie par le régime sud-africain pouvait encore subir les importantes modifications à la réalisation desquelles le Commonwealth travaillait depuis si longtemps. Au cours des dernières semaines, le régime avait autorisé dans une certaine mesure la majorité noire à mener une activité politique pacifique et, à la veille de la présente réunion, il avait libéré huit dirigeants politiques.
3. Ils ont noté toutefois que l'état d'urgence restait en vigueur; l'African National Congress (ANC), le Pan Africanist Congress of Azania (PAC) et de nombreuses autres organisations continuaient à être frappés d'interdiction; Nelson Mandela et d'autres détenus politiques étaient toujours en prison; de nombreuses personnes continuaient à être détenues sans jugement, et les exécutions de prisonniers politiques n'avaient pas cessé. En outre, aucune mesure n'avait été prise qui puisse indiquer que le nouveau Gouvernement sud-africain était prêt à démolir les piliers de l'apartheid, en particulier le Group Areas Act, le Population Registration Act, la politique des bantoustans (homelands) et le système d'éducation séparée.
4. Les chefs de gouvernement sont convenus que les quelques signes encourageants que l'on avait pu relever étaient pour une grande part le résultat d'une combinaison de pressions internes et externes. Ils se sont félicités à cet égard du rôle que joue maintenant le Mouvement démocratique de masse, qui s'oppose à l'apartheid de façon soutenue, disciplinée et pacifique. Ils attachent une grande importance à l'acceptation des démonstrations pacifiques et des manifestations politiques en tant que test de la sincérité du nouveau gouvernement et de son désir déclaré de changement.
5. Examinant la voie à suivre, les chefs de gouvernement ont réitéré leur préférence pour un règlement négocié et pacifique et ont réaffirmé à cet égard que les Bases possibles de négociation élaborées par le Groupe des personnalités éminentes du Commonwealth restaient valables. A cet égard, les mesures suivantes étaient prévues :

- De la part du Gouvernement sud-africain :

- a) Retrait des forces militaires des townships, octroi de la liberté de réunion et de discussion et suspension des détentions sans jugement;

/...

b) Libération de Nelson Mandela et d'autres prisonniers et détenus politiques;

c) Levée de l'interdiction qui frappe l'ANC et le PAC et autorisation d'une activité politique normale.

- De la part de l'ANC et d'autres organisations :

a) Ouverture de négociations et renonciation à la violence.

Ils ont noté avec satisfaction la forte préférence pour la recherche d'un règlement pacifique et négocié, en faveur de laquelle se prononçait également la Déclaration du Comité ad hoc pour l'Afrique du Sud de l'Organisation de l'unité africaine, adoptée à Harare en 1989 et appuyée par le Mouvement des pays non alignés à la réunion au sommet qu'il a tenue à Belgrade le mois dernier. Tous sont convenus que le Gouvernement sud-africain et les représentants authentiques de la population majoritaire devaient être prêts à entamer des négociations sur l'avenir du pays et de son peuple en toute bonne foi, dans une atmosphère exempte de violence de part et d'autre.

6. Les chefs de gouvernement ont reconnu dans l'Accord de Nassau que la question du système constitutionnel devait être décidée par le peuple d'Afrique du Sud tout entier. Ils continuaient de considérer que le rôle du Commonwealth à cet égard consistait essentiellement à faciliter l'ouverture de négociations entre les autorités sud-africaines et des dirigeants authentiques de la population noire.

7. Ils sont convenus que la seule raison qui justifiait l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud était la pression qu'elles exerçaient en vue de la réalisation d'un changement politique fondamental. Le but des sanctions n'était pas de punir, il était d'abolir l'apartheid en amenant Pretoria à la table des négociations et en l'obligeant à ne la quitter que lorsque le changement serait assuré de manière irréversible. A cet égard, les chefs de gouvernement ont noté que d'importants dirigeants du Gouvernement sud-africain avaient reconnu eux-mêmes que des pressions accrues s'exerçaient sur l'économie sud-africaine et que ces pressions continueraient aussi longtemps qu'un changement politique fondamental ne serait pas intervenu.

8. Les chefs de gouvernement, à l'exception de la Grande-Bretagne, ont reconnu également que l'impact des sanctions avait commencé à exercer une influence sur la politique du régime sud-africain. L'efficacité des sanctions à cet égard avait également été démontrée par le rapport sur les sanctions dont la Réunion était saisie, qui avait été établi à la demande du Comité des Ministres des affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe et préparé par un groupe d'experts indépendants. Les chefs de gouvernement ont estimé que le rapport avait beaucoup aidé le public à comprendre les questions en jeu et que les recommandations qui y étaient contenues devraient être examinées à la lumière de l'évolution de la situation en Afrique du Sud et dans la région.

9. Pour ce qui est des nouvelles mesures qu'ils pourraient prendre pour améliorer les perspectives de négociations, les chefs de gouvernement ont déclaré qu'il ne

fallait pas envisager pour le moment d'assouplissement des sanctions et pressions existantes. Il fallait attendre pour le faire de disposer des preuves d'un changement manifeste et irréversible. Ils sont convenus qu'il fallait dans l'intervalle maintenir toutes les sanctions et mesures existantes et ils ont demandé à la communauté internationale tout entière d'adopter le même point de vue.

10. Ils sont également convenus, à l'exception de la Grande-Bretagne, que ces mesures devraient être renforcées, et ils ont décidé à cet égard :

a) D'élaborer de nouvelles formes de pression financière sur le régime de Pretoria en intensifiant et élargissant les sanctions financières, notamment :

- En demandant à toutes les banques et autres institutions financières pertinentes d'imposer des conditions plus sévères au financement à court terme des échanges, en particulier en ramenant à 90 jours la durée maximum du crédit; et
- En demandant aux gouvernements intéressés de rendre plus difficile l'obtention de crédit à des fins commerciales en retirant l'Afrique du Sud de la liste des pays auxquels les organismes gouvernementaux officiels peuvent accorder des facilités de crédit et d'assurance en matière commerciale,

et ils ont décidé que le Président de la réunion communiquerait ces décisions aux institutions financières compétentes et à d'autres gouvernements; et

b) D'appuyer l'initiative prise par le Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe de renforcer l'embargo sur les armes et de poursuivre cette initiative à l'Organisation des Nations Unies au Comité créé en vertu de la résolution 421 (1977) du Conseil de sécurité.

11. Les chefs de gouvernement ont reconnu l'importance des opérations réalisées par l'Afrique du Sud avec la communauté financière internationale et, en conséquence, à l'exception de la Grande-Bretagne, ils ont appuyé la création d'un organisme indépendant qui examinerait sur une base régulière les liens financiers internationaux de l'Afrique du Sud, ferait rapport à ce sujet, rassemblerait et rendrait publics des renseignements concrets sur les flux financiers vers l'Afrique du Sud et les politiques financières suivies envers ce pays. Ils se sont félicités de l'offre faite par le Gouvernement australien d'assurer à cet organisme un financement initial substantiel.

12. Les chefs de gouvernement ont observé que plus l'apartheid se prolongerait en Afrique du Sud, plus grave serait le problème auquel devrait faire face un futur gouvernement pour reconstruire l'économie sud-africaine. Ils ont noté, en particulier, que la reprise des prêts internationaux à l'Afrique du Sud ne serait pas automatique et qu'un effort international pour aider à la mobilisation de ressources serait probablement nécessaire. Ils sont convenus de demander aux institutions financières internationales compétentes, et en particulier au FMI, d'examiner dès à présent comment des ressources pourraient être mobilisées, la preuve étant faite d'un changement clair et irréversible en Afrique du Sud.

13. Les chefs de gouvernement ont noté avec satisfaction les cas de plus en plus fréquents de dialogue multiracial entre Sud-Africains. Ils ont été encouragés par les propositions de négociations, dont de nombreux éléments correspondent aux conceptions du Commonwealth, qui ont été avancées par les dirigeants de la majorité noire. A cet égard, ils sont convenus de continuer, individuellement et collectivement, à mettre à profit toutes les possibilités de promouvoir le dialogue entre Sud-Africains.

14. Ils ont estimé que le Commonwealth devrait continuer à apporter un appui aux victimes et aux opposants de l'apartheid en Afrique du Sud. Ils ont souligné l'importance des programmes d'enseignement, y compris en particulier les bourses Nassau, de l'assistance juridique et humanitaire aux détenus et à leur famille, de l'appui aux mouvements syndicaux et aux programmes de développement économique et social, y compris aux projets d'habitations à bon marché.

15. Ils ont souligné l'intérêt des activités du réseau d'organisations non gouvernementales du Commonwealth récemment créé, "Skills for South Africa", qui donne aux victimes de l'apartheid la possibilité d'acquérir une formation de haut niveau et une expérience professionnelle, et contribue ainsi à la fois au processus de changement en Afrique du Sud et au développement des compétences requises dans une société post-apartheid. Ils se sont engagés à fournir un appui et des ressources pour aider à l'exécution et à la coordination de ces activités.

16. Les chefs de gouvernement ont réaffirmé que l'effort fait par le Commonwealth pour exposer la vérité au sujet de l'apartheid et contrecarrer la propagande et la censure sud-africaines gardait un ordre élevé de priorité. Ils ont accueilli avec faveur la stratégie du Commonwealth élaborée par le Groupe de travail établi dans le cadre du Programme d'action d'Okanagan. Ils ont noté qu'un certain nombre de pays avaient déjà exécuté et financé des plans nationaux d'action. Ils ont souligné qu'il fallait en particulier apporter un appui à la presse de combat et à d'autres groupes qui résistent à la censure en Afrique du Sud.

Namibie

17. Les chefs de gouvernement se sont félicités de la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et ont exprimé l'espoir que l'organisation d'élections libres et régulières conduirait à l'indépendance réelle de la Namibie. Ils ont confirmé leur plein appui au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et aux efforts de l'ONU en vue d'assurer que le plan de règlement soit intégralement exécuté. Les chefs de gouvernement seront heureux d'accueillir une Namibie libre dans le Commonwealth.

18. Ils ont constaté que le rapport du Groupe d'observateurs du Commonwealth sur la Namibie avait identifié un certain nombre de secteurs dont les besoins seraient urgents si un gouvernement indépendant issu du processus d'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité devait être en mesure de gouverner efficacement. Ils ont en conséquence demandé que soit fournie une enveloppe d'assistance multilatérale spéciale et élargie en sus de l'aide bilatérale. A cette fin, ils ont demandé au Secrétaire général du Commonwealth d'envoyer une petite équipe d'experts en Namibie dès que possible après les élections pour donner des avis sur l'assistance que pourrait fournir le Commonwealth.

19. Les chefs de gouvernement ont également noté que le rapport appelait l'attention sur ce que le Groupe avait considéré comme des initiatives prises par le Gouvernement sud-africain pour continuer d'être à même de déstabiliser une Namibie indépendante, et ils ont estimé que toute mesure prise par l'Afrique du Sud à cette fin mettrait inévitablement en question les protestations de bonne foi faites par ce pays sur ce sujet et sur d'autres, et particulièrement le désir de chercher à établir une coexistence pacifique avec ses voisins.

20. Les chefs de gouvernement demandaient à toutes les parties au plan de règlement prévu dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et à tous les groupes politiques en Namibie de s'acquitter intégralement de leurs responsabilités et obligations respectives, et notamment de coopérer sans réserve avec les autorités de l'Organisation des Nations Unies pour mener à bien le processus de création d'une Namibie libre, indépendante et stable.

21. Les chefs de gouvernement se sont inquiétés de la possibilité pour la Namibie après l'indépendance de réaliser pleinement son potentiel économique et de contribuer au développement de la région plus vaste de l'Afrique australe. A cet égard, ils ont exprimé l'espoir que la réintégration rapide de Walvis Bay dans le territoire namibien, conformément aux dispositions de la résolution 432 (1978) du Conseil de sécurité, puisse être rapidement effectuée, et ils ont souligné qu'en appliquant ces dispositions, l'Afrique du Sud donnerait une preuve convaincante de sa bonne foi et de son attachement à la viabilité à long terme de son voisin nouvellement indépendant.

Autres événements dans la région d'Afrique australe

22. Les chefs de gouvernement ont noté que, malgré la condamnation internationale, la campagne de déstabilisation menée par l'Afrique du Sud contre ses voisins avait provoqué d'indiscibles souffrances et destructions, comme le montre avec illustrations à l'appui le rapport sur la déstabilisation.

23. En dépit de quelques progrès encourageants en ce qui concerne les conditions de sécurité dans le sud-ouest du continent africain, les chefs de gouvernement ont observé que les activités meurtrières du MNR se poursuivaient sur une grande échelle au Mozambique et ailleurs et que la déstabilisation demeurerait un élément majeur dans la crise de sécurité de la région. Les chefs de gouvernement ont condamné sans réserve l'appui apporté par l'Afrique du Sud au MNR et ses autres actes de déstabilisation. En outre, les chefs de gouvernement ont affirmé à nouveau que seule l'élimination de l'apartheid en Afrique du Sud permettrait à la région de se développer dans la paix.

24. Des efforts spéciaux étaient nécessaires pour renforcer et développer les économies des pays d'Afrique australe ainsi que pour les libérer de la domination économique sud-africaine. Les chefs de gouvernement ont estimé que la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe méritait d'être particulièrement soutenue et encouragée. A cette fin, ils ont demandé au Secrétaire général de lancer un plan d'action en consultation avec la Conférence, le Fonds AFRICA du Mouvement des pays non alignés, la Zone d'échanges préférentiels et les Etats intéressés dans la région et ailleurs pour promouvoir le commerce et les investissements dans les Etats de première ligne et les Etats voisins. En

fournissant une aide aux pays membres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, des efforts devraient aussi être faits dans toute la mesure du possible pour acheter des biens d'équipement et des services dans la région et pour stimuler ainsi la production, l'emploi, les échanges et les transports régionaux.

25. Les chefs de gouvernement ont noté qu'il était nécessaire de continuer à fournir une assistance aux Etats de première ligne. Bien qu'un certain nombre de gouvernements du Commonwealth et d'autres gouvernements aient apporté des contributions importantes à cet égard, beaucoup restait à faire pour répondre aux besoins de sécurité signalés dans le rapport spécial établi par le général Olusegun Obsanjo à la demande de la Réunion de Vancouver.

26. Les chefs de gouvernement se sont félicités de la création du Fonds spécial du Commonwealth pour le Mozambique, dont le montant avait été augmenté par des contributions bilatérales versées par des pays du Commonwealth, y compris des Etats de première ligne. Les chefs de gouvernement ont souligné qu'il fallait continuer d'alimenter le Fonds étant donné la situation géographique clef du Mozambique et son rôle en Afrique australe.

Suite des activités

27. A l'exception de la Grande-Bretagne, les chefs de gouvernement ont félicité le Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth, créé en vertu de la Déclaration d'Okanagan, pour ses rapports, et sont convenus qu'il devrait continuer ses travaux sous la présidence du Secrétaire d'Etat canadien aux affaires extérieures; le Ministre des affaires étrangères de Malaisie se joindrait aux membres du Comité qui ferait à nouveau rapport à la prochaine réunion des chefs de gouvernement. Ils ont exprimé le désir de se réunir à nouveau en avril, six mois environ après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement à Pretoria.
